



COMMUNICATION FINANCIÈRE

- Page 2 Chiffres clés au 30 juin 2016
- Page 4 Extrait des états financiers consolidés selon les normes IAS/IFRS arrêtés au 30 juin 2016
- Page 13 Comptes sociaux au 30 juin 2016
- Page 23 Extrait des états financiers consolidés BNP Paribas au 30 juin 2016



ÉTATS AU 30 JUIN 2016



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



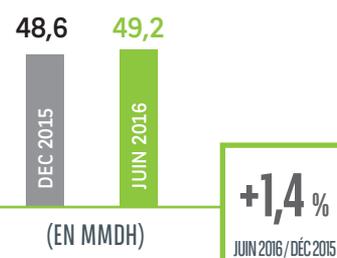
Au terme du premier semestre 2016, le Groupe BMCI affiche une hausse de 17,4% du Résultat Net Consolidé Part Groupe, atteignant 260 MDH et une baisse de 3,4% du Produit Net Bancaire consolidé. Le coût du risque consolidé a été diminué de 31,6% à fin juin 2016 pour s'établir à 331 MDH reflétant les efforts de maîtrise et d'anticipation des risques. A fin juin 2016, le coefficient d'exploitation consolidé est de 51,2%.

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ	1,5 MILLIARD DE DIRHAMS
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	754 MILLIONS DE DIRHAMS
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE	260 MILLIONS DE DIRHAMS
EFFECTIF GROUPE BMCI	3 276 COLLABORATEURS
COEFFICIENT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	51,2%
CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS	49,2 MILLIARDS DE DIRHAMS

49,2
MMDH

CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS

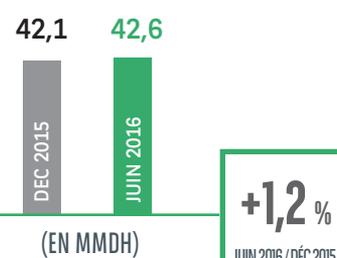
Les crédits par caisse à la clientèle consolidés ont atteint 49,2 milliards de dirhams à fin juin 2016 contre 48,6 milliards de dirhams à fin décembre 2015, soit une hausse de 1,4%. Par ailleurs, la nouvelle production des crédits amortissables au premier semestre a enregistré une forte progression (+22%) par rapport au premier semestre 2015, notamment en crédit à l'équipement (+39%), en leasing (+15%) et en crédits à la consommation (+22%).



42,6
MMDH

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS

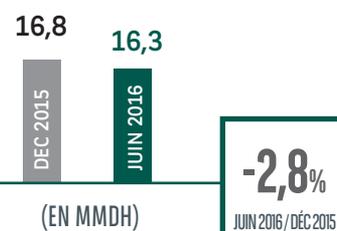
Les dépôts de la clientèle consolidés ont enregistré une hausse de 1,2%, pour atteindre 42,6 milliards de dirhams à fin juin 2016 contre 42,1 milliards de dirhams à fin décembre 2015 avec une amélioration en termes de structure, les ressources non rémunérées représentant plus de 72,6%.



16,3
MMDH

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS

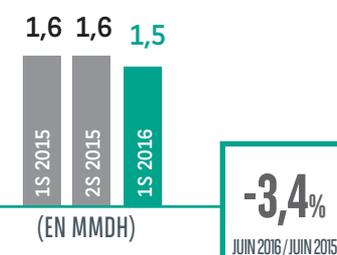
Les engagements par signature consolidés se sont établis à 16,3 milliards de dirhams à fin juin 2016, soit une baisse de 2,8% par rapport à fin décembre 2015.



1,5
MMDH

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ

Le Groupe BMCI a réalisé un produit net bancaire consolidé de 1,5 milliard de dirhams à fin juin 2016 en baisse de 3,4% par rapport à fin juin 2015, essentiellement du fait de la baisse de la marge d'intérêt consolidée de -5,3% et du résultat des opérations de marché (-7,8%).

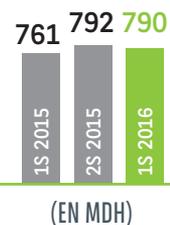




790
MDH

FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS

A fin juin 2016, les frais de gestion consolidés s'élèvent à 790 millions de dirhams, soit une hausse de 3,8% par rapport à fin juin 2015, liée principalement aux dépenses du plan stratégique BMCI 2020. Par ailleurs, le coefficient d'exploitation s'affiche à 51,2% à fin juin 2016.

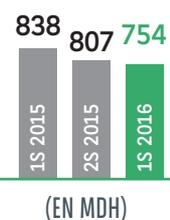


+3,8%
JUN 2016 / JUN 2015

754
MDH

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit à 754 millions de dirhams en juin 2016, soit une baisse de 10% par rapport à juin 2015.

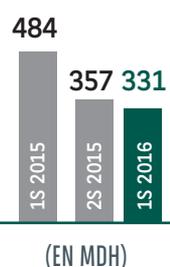


-10%
JUN 2016 / JUN 2015

331
MDH

COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ

Le coût du risque consolidé est en baisse de 31,6 % à fin juin 2016 par rapport à fin juin 2015. Le taux de couverture des créances par les provisions des comptes sociaux s'établit à 71,6%.

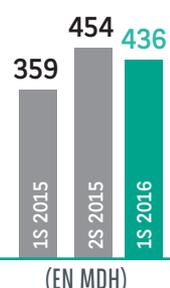


-31,6%
JUN 2016 / JUN 2015

436
MDH

RÉSULTAT AVANT IMPÔTS CONSOLIDÉ

Le Groupe BMCI affiche un résultat avant impôts de 436 millions de dirhams à fin juin 2016, soit une augmentation de 21,4 % par rapport au 30 juin 2015.

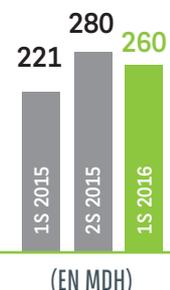


+21,4%
JUN 2016 / JUN 2015

260
MDH

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE

Le résultat net consolidé part du groupe BMCI s'est établi à 260 millions de dirhams à fin juin 2016, soit une augmentation de 17,4% par rapport à fin juin 2015.



+17,4%
JUN 2016 / JUN 2015

RATINGS FITCH

L'agence internationale de rating Fitch a confirmé au mois d'août 2016 les ratings de la BMCI, traduisant sa solidité financière. Pour rappel, ces notations sont parmi les meilleures obtenues à l'échelle nationale :

Note à long terme : **AAA (mar)** • Perspective d'évolution de la note à long terme : **Stable**

Note à court terme : **F1+ (mar)** • Note de soutien extérieur : **2**



NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2008 avec bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 30 juin 2016.

Dans les comptes consolidés présentés au 30 juin 2016, le Groupe a appliqué les dispositions d'IAS 1 révisée relatives à la présentation des états financiers.

DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

• Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites « entités ad'hoc » contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

• Méthodes de consolidation

• Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

• Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle. Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.

• Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur, à l'exception des parts de SCI, supports de contrats d'assurance en unités de compte, qui sont valorisées en date d'arrêté à leur valeur de marché ou son équivalent, les variations de celle-ci étant comptabilisées au compte de résultat.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survaleurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

Le Groupe BMCI a adopté les principes suivants appliqués de manière rétrospective :

- L'approche par composant.
 - Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque.
- L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

TABLEAU DES COMPOSANTS GROUPE BMCI

NATURE DU COMPOSANT	DURÉE D'AMORTISSEMENT	POIDS DU COMPOSANT
	EN ANNÉES	
Gros œuvre	60	59 %
Façade	30	18 %
IGT	20	23 %

LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Conformément aux options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe BMCI a choisi de maintenir les coûts historiques pour l'ensemble des immobilisations incorporelles et n'a donc procédé à aucune réévaluation.

L'option retenue pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures. La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Logiciels dédiés à la clientèle	3 ans
Logiciels internes d'infrastructure	8 ans

GOODWILL

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

LES IMMEUBLES DE PLACEMENT

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

Dans le cas des immeubles de placement en location, la norme IAS 17 « Contrat de location » est applicable.

AVANTAGES AU PERSONNEL

• Principe :

L'objectif de la norme IAS 19 est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et les informations à fournir à leur sujet. Cette norme impose de comptabiliser :

- un passif lorsqu'un membre du personnel a rendu des services en échange d'avantages du personnel qui lui seront versés dans l'avenir ;
- une charge lorsque l'entité consomme l'avantage économique résultant des services rendus par un membre du personnel en échange d'avantages du personnel.

• Classification des avantages au personnel :

La norme IAS 19 prévoit quatre catégories d'avantages accordés aux salariés au titre des services rendus :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés, les congés de maladie payés, les primes payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice, ...
- les avantages à long terme : médailles du travail, primes payables douze mois ou plus après la fin de l'exercice, ...
- les avantages postérieurs à l'emploi eux-mêmes classés en 2 catégories : régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (retraite, frais de santé et prévoyance pour les retraités, ...)
- les indemnités de fin de contrat de travail : principalement les avantages payables suite à une décision de l'entreprise de mettre fin à l'emploi avant l'âge de la retraite permis par la convention collective ou accord d'entreprise (indemnités de licenciement...) ou du salarié d'accepter le licenciement en échange de ces avantages (départ volontaire).

• Couverture des engagements :

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Constitution d'une provision en interne
- Externalisation de l'obligation de verser des prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

• Méthode :

La valorisation des régimes à prestations définies implique le recours à des techniques actuarielles afin de quantifier d'une manière fiable le montant de l'engagement naissant des avantages accumulés par le personnel durant les exercices écoulés.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est celle des « Unités de Crédit Projetées », qui présente les caractéristiques suivantes :

- Méthode actuarielle, basée sur l'estimation des prestations futures probables (à partir des salaires projetés à l'échéance de la prestation), qui repose sur le principe suivant lequel chaque période de service rendu donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations.
- Méthode rétrospective, qui définit la valeur de l'engagement au moment de l'évaluation en se fondant sur le rythme d'acquisition des droits prévu au régime. L'objectif est d'attribuer à chaque année passée la quote-part de droits lui revenant.

L'estimation de la valeur des engagements doit s'appuyer sur des hypothèses actuarielles qui influenceront sur le coût des prestations. Ces hypothèses sont relatives aux variables :

- démographiques : taux de rotation du personnel, taux de mortalité, âge de départ à la retraite
- financières : taux d'actualisation, progression estimée des salaires à effectifs constants

• Options retenues par la BMCI :

À la fin de chaque exercice, la BMCI comptabilise une provision couvrant ses engagements relatifs aux régimes à prestations définies : Ouissam Choghl et indemnités de fin de carrières. La méthode utilisée est celle des « unités de crédit projetées ».

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la courbe des taux (Taux de référence des Bons de Trésor) publiée par Bank Al-Maghrib et arrêtée à la date de clôture de l'exercice. Les taux de cette courbe sont ramenés en fonction de la maturité des Bons de Trésors aux durées moyennes d'exigibilité des prestations.

Les autres paramètres d'estimation de l'engagement découlent de la table de mortalité en usage au Maroc, du taux de progression des salaires à effectifs constants estimé par la BMCI ainsi que des statistiques liées à la rotation du personnel observée sur plusieurs années.

En ce qui concerne la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), aucune provision n'a été constatée en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires pour l'évaluation et la comptabilisation de ce régime multi-employeur à prestations définies.

Quant aux avantages à court terme, La BMCI a constaté une provision relative au coût salarial lié aux congés maladie et maternités sur les douze mois après la clôture de l'année.



DÉRIVÉS

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

DÉRIVÉS INCORPORÉS

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. La norme IAS 39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.
- Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation de l'opération sur la base de la différence entre la juste valeur du contrat hybride et la juste valeur du dérivé incorporé.

Au 30 juin 2016, aucun instrument financier comprenant un dérivé incorporé n'a été identifié.

IMPÔT EXIGIBLE ET IMPÔT DIFFÉRÉ

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats. Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer une bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

ACTIFS FINANCIERS : PRÊTS ET CRÉANCES

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe BMCI, les participations dans des crédits syndiqués ainsi que les crédits acquis non cotés sur un marché actif, lorsqu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les prêts cotés sur un marché actif sont inclus dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » et valorisés conformément aux règles s'appliquant à cette catégorie. Cette catégorie inclut également les instruments financiers représentant les emplois obligatoires de par la réglementation.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché ou son équivalent, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les commissions perçues sur des engagements de financement préalables à la mise en place d'un crédit sont différées, puis intégrées à la valeur du crédit lors de son attribution.

Les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

• Provision pour dépréciation des prêts et créances

Des dépréciations sont constituées sur les crédits (et les autres actifs financiers classés dans la catégorie des prêts et créances) dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur mesurable liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille d'éléments homogènes.

Les provisions relatives aux engagements de financement et de garantie donnés par le groupe suivent des principes analogues.

Au niveau individuel, la dépréciation est définie comme étant la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...). Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » dit avéré ou spécifique.

Toute appréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat dans la rubrique « Coût du risque ». À compter de la dépréciation de l'actif, la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur récupérable estimée calculée au taux d'intérêt effectif d'origine (effet de désactualisation).

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondée sur des données historiques permettant notamment de déterminer le taux de Récupération.

Outre le risque avéré ou spécifique, les données historiques sont analysées, afin d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse s'appuie sur le taux de passage des crédits de la catégorie des créances « saines » vers la catégorie des créances en souffrance permettant ainsi de fournir une estimation des pertes potentielles afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée. Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » dit « base portefeuille ».

Les données historiques et l'analyse susvisée servent de base pour le calcul des provisions collectives (sur la base de portefeuilles) en tenant compte de l'échéancier prévisionnel de récupération des créances ainsi que de l'effet de l'actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine moyen du groupe d'actifs homogènes.

CRÉDITS HORS MARCHÉ

Le Groupe BMCI s'est basé sur la circulaire de Bank Al-Maghrib qui fixe les taux planchers pour identifier les crédits hors marché. L'analyse effectuée pour identifier l'existence ou l'absence de crédits émis à des conditions hors marché a permis de conclure que tous les crédits émis par le Groupe BMCI sont octroyés à des conditions normales du marché. Par conséquent, aucune décote n'est à constater.

ACTIFS FINANCIERS : TITRES

Les titres détenus sont classés en quatre catégories.

• Actifs financiers à la valeur de marché par résultat (HFT) :

La catégorie des « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat » comprend :

- les actifs financiers faisant l'objet d'opérations de négoce (opérations dites de transaction),
- les actifs financiers évalués, sur option, à la valeur de marché par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39 et les conditions d'application de l'option de juste valeur.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transactions étant directement comptabilisés en compte de résultat.

• Actifs financiers disponibles à la vente (AFS) :

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs.

• Titres détenus jusqu'à leur échéance (HTM) :

La catégorie « titres détenus jusqu'à l'échéance » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la classification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans)

Le Groupe BMCI ne détient pas des titres classés dans cette catégorie.

• Titres du portefeuille « Prêts et créances » :

La catégorie « Prêts et créances » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable non cotés et non destinés à être cédés et que le groupe a l'intention de conserver durablement.

Sa comptabilisation s'opère au coût amorti.

• Options retenues

Les instruments détenus en portefeuilles (bons de trésor jeunes promoteurs, bons de trésor sociaux économiques, bons CIH) ont été classés dans la catégorie « Prêts et créances ».

• Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances », à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ».

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

• Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

Les « actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable ou significative résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition. En particulier, concernant les titres à revenu variable cotés sur un marché actif, une baisse prolongée ou significative du cours en deçà de son coût d'acquisition constitue une indication objective de dépréciation.

Une dépréciation constituée sur un titre à revenu fixe est constatée et peut être reprise en compte de résultat lorsque la valeur de marché du titre s'est à nouveau appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

S'agissant d'un titre à revenu variable, la dépréciation est constituée en produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. Par ailleurs, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation comptabilisée en résultat.

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE :

Les dépôts clientèle sont comptabilisés au coût historique.

CONTRAT DE LOCATION :

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement. Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis ou loué, diminuée ou majorée des commissions versées ou perçues et de tous les autres frais inhérents à l'opération.

Le taux d'intérêt étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE) déterminé conformément aux dispositions de l'IAS 39.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- La valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie ;
- et, la valeur d'entrée du bien qui est égale à la juste valeur initiale augmentée des coûts directs initiaux.

Les contrats de leasing accordés par BMCI Leasing sont des contrats de location-financement. Ces contrats ont été retraités au taux d'intérêt effectif (TIE).

PROVISIONS DU PASSIF

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé.

Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

PASSIFS ÉVENTUELS

Au 30 juin 2016, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

UTILISATION DES ESTIMATIONS POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux états financiers.



Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les états financiers.

C'est le cas notamment :

- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire,
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés,
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques»
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en « Actifs disponibles à la vente » ou en « Instruments financiers en juste valeur par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux états financiers,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée,
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

AUTRES INFORMATIONS

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités dont le Groupe BMCI détient des participations directes ou indirectes.

DÉNOMINATION	SECTEUR D'ACTIVITÉ	MÉTHODE	% CONTRÔLE	% INTÉRÊT
BMCI Bank	Banque	Top		
BMCI Banque Offshore	Banque	IG	100,00%	100,00%
BMCI Leasing	Leasing	IG	86,91%	86,91%
Arval Maroc	Location longue durée	MEE	33,34%	33,34%
BMCI Finance	Banque d'affaire	IG	100,00%	100,00%
BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion)	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Fonds	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Bourse	Intermédiation boursière	IG	100,00%	100,00%
BMCI Assurance	Courtage d'assurance	IG	100,00%	100,00%
IMMOBILIERE Sidi Maarouf	Société immobilière	IG	100,00%	100,00%

INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe BMCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore ;
- Financements spécialisés : BMCI leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion : gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BMCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe. Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

La nouvelle réglementation sur le calcul des fonds propres selon les normes Bâle III est entrée en vigueur. Ainsi une nouvelle hiérarchie des fonds propres a été instaurée :

- les fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 - CET1-) ;
- les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du CET1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) ;
- les fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Les fonds propres du Groupe BMCI sont calculés conformément à la circulaire de Banque AL Maghrib n°14/G/2013

RATIO DE SOLVABILITÉ

Dans le cadre de la réglementation prudentielle, le ratio de solvabilité du Groupe BMCI est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marche et du risque opérationnel, et ce conformément à la circulaire de Bank AL Maghrib n° 26/G/2006.

FONCTION ET STRATÉGIE DE GESTION DES RISQUES

Le Groupe BMCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité.

Aussi, le Groupe BMCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank-Al Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BMCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un dispositif adéquat en termes de suivi et de maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BMCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BMCI.

Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BMCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de décision fondamental de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en œuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.

Le dispositif de contrôle interne de la BMCI couvre les familles de risques suivantes :

- le risque de crédit et de contrepartie ;
- les risques de marché ;
- le risque de taux et de liquidité ;
- les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction « conformité » a été mise en œuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation, de perte financière ou de sanction en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires ou des normes et pratiques en vigueur.

RISQUE DE CRÉDIT OU DE CONTREPARTIE

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- **La Note de Contrepartie**, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : Une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BMCI qui bénéficie d'un crédit, quelle que soit la nature de la contrepartie.
- **Le Taux de Récupération Global**, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie.

Ces deux données, utilisées à la BMCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

• Gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du « double regard ». Ainsi, la prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques.

Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc.

Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :

- **Contrôles de 1^{er} niveau** : Ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèles et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinie, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.
- **Contrôles de 2^e niveau** : La Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2^e niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.
- **Contrôles de 3^e niveau** : Le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi, les groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

• Gestion du risque de concentration du crédit

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque ; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné. La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type d'exposition (contreparties individuelles ; groupes d'intérêt ; contreparties appartenant au même secteur économique ; contreparties appartenant à la même région géographique ; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition. Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

• Risques de Marché :

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, de la volatilité de ses paramètres et des corrélations entre ces paramètres, autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt,
- Risque de change,
- Risque sur titre de propriété,
- Risque sur produit de base,
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes bâloises.

• Principes fondamentaux :

Dans l'objectif d'encadrement et de maîtrise des risques de marché, la BMCI a mis en place un dispositif de gestion des risques conforme aux normes Baloises et aux standards du groupe BNP PARIBAS. Ce dispositif est basé sur plusieurs principes parmi lesquels :

- Maîtrise et suivi des risques sur les expositions
- Développement des activités de marché dans le cadre de comités nouveaux produits avec analyse approfondie des risques engendrés par ces activités
- Respect de la réglementation bancaire en matière de gestion prudentielle des risques
- Adoption des standards du groupe et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques de marché

La gestion du risque de marché au niveau de la BMCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- Un contrôle de 1^{er} niveau assuré par les opérateurs du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie.
- Un contrôle de 2^e niveau matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marchés qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journaliers retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et PnL dégagés par l'activité du trading. En plus d'un suivi fonctionnel par l'entité GRM « Group Risk Management » du Groupe BNP PARIBAS.
- Un suivi fonctionnel de 3^e niveau assuré par l'Audit Interne/Inspection Générale.



Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :

- Position de change : Limite en VaR, en volume et par sens ;
- Position de taux : Limite en position moyenne par bande d'échéance ;
- Position obligataire : Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance ;
- Position sur option : Limite sur Grecs (Delta – Gamma – Véga)

Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.

La VaR (Value at Risk) GEAR :

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements normaux des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un niveau de confiance donné. Le Groupe retient un niveau de confiance de 99% et un horizon de temps d'une journée. Les principaux groupes de facteurs simulés sont :

- Prix d'actions et leurs volatilités implicites ;
- Taux d'intérêt, Titres / Swaps de taux ;
- Matières premières ;
- Cours de change et leurs volatilités implicites.

Les simulations des facteurs de risque sont calculées en utilisant l'approche Monté Carlo qui capte la non-normalité des paramètres de marché aussi bien que l'interdépendance entre les facteurs de marché.

Gestion du Risque de Change

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BMCI correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suite à l'évolution des cours des devises. Il trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.

Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : une limite en GEaR « Gross Earning at Risk » (équivalent VaR), des limites en volumes de position de change (Short // Long) et des Limites sur Grecs (Delta – Gamma – Véga) pour les options de change.

Risque de Taux et Risque Obligataire

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. Il trouve ses principales sources dans les positions de trésorerie et obligataires.

Le risque de taux à la BMCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent un an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en GEAR et des limites de sensibilité par bande d'échéance dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations / Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise.

Contrôlés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Responsable ALM Trésorerie et Capital Markets à la Direction Générale et à la Direction des Risques. Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en termes de VaR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

Stress Test

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche « Mark To Market » qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille.
- Une approche « Funding » qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

• Risque de taux et de liquidité

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes, réserves Banque Centrale ;
- Respecter les ratios de liquidité internes au groupe BNP PARIBAS (LCR, NSFR) ;
- Assurer la liquidité de la BMCI à court terme, et gérer le GAP de liquidité à long terme ;
- Éviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating ;
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût ;
- Maîtriser les risques financiers ;
- Atténuer la variabilité des résultats ;
- Limiter le risque de taux au travers du choix de la maturité du portefeuille de Titres, au travers de la maturité des emprunts et en orientant la politique commerciale par la détermination de Taux de Cession Internes adéquat.

L'ALM suit les risques de taux d'intérêt et de liquidité sur 3 périmètres distincts :

- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés aux opérations clientèles regroupées dans les livres dénommés Book Commercial.
 - Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurel liés au Book Fonds Propres.
 - Les risques de taux d'intérêt et de liquidité résultant de la somme des sous composantes précédentes.
- L'ALM suit et intègre par ailleurs ces risques au niveau du groupe BMCI, intégrant ainsi les principales filiales de financement.

L'ALM suit ces risques de taux d'intérêt et de liquidité pouvant provenir d'une :

- corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...)
- incertitude sur la durée des opérations clientèle (dépôts à vue, comptes d'épargne...)
- existence d'options comportementales sur des produits clientèle longs à taux fixe ou assimilés (remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...)

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière opération est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance.

Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...), elles sont « écoulées » selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) et de liquidité sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (produit net bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne. Un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité. Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la banque (liés à son niveau de liquidité et son accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (office des changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la banque et des concurrents.

Périodiquement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- le niveau d'exposition du groupe en termes de risque de taux et de liquidité
- le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques
- la réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de risque ainsi que de l'évolution du marché.
- le respect des exigences réglementaires dans le cadre des recommandations du pilier II de Bâle II.

• Risques opérationnels

Bank Al Maghrib définit le risque opérationnel comme étant « un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Bénéficiant, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le Groupe BNP Paribas, le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BMCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BMCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al Maghrib en la matière.

APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLE II

Le nouveau dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels.

Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standard. Ces travaux ont amené à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel. Le régulateur a édicté les textes relatifs au pilier II « Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes » ainsi que le Pilier III « Dispositif sur la discipline de marché ». Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BMCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Courant l'année 2013, la BMCI a mis en place un dispositif de maîtrise du risque portant sur le périmètre de la clientèle des particuliers et professionnels en déployant la notation Retail automatisée ; la particularité NEGCOM et le déclassement en défaut automatique.

La notation automatique Retail/Déclassement concerne tous les clients particuliers et professionnels et se base sur les caractéristiques intrinsèques ainsi que sur l'historique de leur relation avec la BMCI (flux confiés, solde, ancienneté de la relation, irrégularités...etc.). La note de contrepartie est mise à jour chaque huitième jour du mois via un traitement automatique. Il s'agit donc de mesurer à partir d'une approche multicritère standard et systématique le niveau de risque d'un client. La notation automatique est opérationnelle depuis le 08/10/2013.

• Organisation et Gestion des risques:

Risque de crédit :

La BMCI a mis en place en conformité avec les directives de Bank Al Maghrib relatives au Pilier II de Bâle II, un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques adapté à la nature, au volume et au degré de complexité de ses activités. Ce dispositif qui transpose par ailleurs les normes du Groupe BNP Paribas, lui permet notamment :

- d'évaluer et de maîtriser l'ensemble des risques auxquels elle est exposée ;
- de maintenir l'exposition aux différents risques dans les limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur et / ou fixées par le Directoire et approuvées par le Conseil de Surveillance.
- d'évaluer et conserver en permanence les niveaux et les catégories des fonds propres ainsi que leur allocation compte tenu de la nature et du niveau des risques auxquels la BMCI pourrait être exposée.

Risques de marché

Dans le cadre des dispositions Bâle 2 en matière de fonds propres et de répartition des risques, la BMCI applique la méthode standard pour le calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de marché. L'effet de l'exigence en fonds propres au titre des risques de marché n'est pas important puisqu'elle ne représente que 1% du total des exigences de tous les risques.

Risques opérationnels

Depuis plusieurs années, la BMCI a mis en place un dispositif en vue de se conformer aux exigences Bâle 2.

La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BMCI s'appuie sur :

- des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit).
- une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004, et rattachée à la Direction de la Conformité depuis avril 2008.
- une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour.
- un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel.

Le Groupe BMCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :

- l'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BMCI.
 - un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et de l'exhaustivité des données.
 - l'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels.
- Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en termes de risques opérationnels.
- Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opèrent notamment à travers :
- la maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant.
 - des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. À ce titre, le dispositif de contrôle permanent a atteint un niveau de maturité certain avec une couverture optimale du périmètre par la Direction du Contrôle Permanent Groupe, l'utilisation d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité et la mise en place d'actions préventives et correctives permettant de couvrir les risques majeurs.
 - un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en œuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées.
 - un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles.
 - des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.



BILAN ACTIF IFRS En milliers de DH

	30/06/16	31/12/15
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	1 596 805	1 478 984
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	240 230	349 376
INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	5 428 521	6 709 152
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2 560 612	2 390 356
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	49 237 955	48 579 190
ECART DE RÉÉVALUATION ACTIF DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
PLACEMENTS DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE		
ACTIFS D'IMPÔT EXIGIBLE	2 037	125 573
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	85 514	80 497
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS	920 049	608 235
ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	24 141	23 001
IMMEUBLES DE PLACEMENT	23 156	23 478
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 684 317	1 727 054
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	324 884	316 367
ECARTS D'ACQUISITION	87 720	87 720

TOTAL ACTIF IFRS **62 215 941** **62 498 981**

COMPTE DE RÉSULTATS IFRS CONSOLIDÉS En milliers de DH

	30/06/16	30/06/15
Intérêts et produits assimilés	1 498 881	1 614 836
Intérêts et charges assimilés	296 600	345 321
MARGE D'INTÉRÊT	1 202 281	1 269 515
Commissions perçues	270 029	266 714
Commissions servies	30 884	28 989
MARGE SUR COMMISSIONS	239 145	237 725
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	79 306	105 088
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	29 777	13 207
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE MARCHÉ	109 082	118 295
Produits des autres activités	56 241	24 625
Charges des autres activités	62 226	50 873
PRODUIT NET BANCAIRE	1 544 523	1 599 287
Charges générales d'exploitation	702 454	667 638
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	88 000	93 550
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	754 070	838 099
Coût du risque	331 155	484 167
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	422 914	353 932
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	12 917	4 974
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	435 831	358 905
Impôts sur les bénéfices	175 082	137 455
RÉSULTAT NET	260 750	221 452
Résultat hors groupe	1 206	307
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	259 544	221 145
Résultat par action (en dirhams)	20	17
Résultat dilué par action (en dirhams)		

BILAN PASSIF IFRS En milliers de DH

	30/06/16	31/12/15
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	21 241	23 411
INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	5 492 105	5 175 057
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	42 580 573	42 078 721
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	2 242 366	3 430 808
ECART DE RÉÉVALUATION PASSIF DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
PASSIFS D'IMPÔT COURANT	19 702	1 585
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	319 286	270 829
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS	1 934 192	1 853 090
DETTES LIÉES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	277 982	253 307
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE		
DETTES SUBORDONNÉES	774 382	754 393
CAPITAL ET RÉSERVES LIÉES	4 641 881	4 641 881
RÉSERVES CONSOLIDÉES	3 537 891	3 439 167
• PART DU GROUPE	3 504 373	3 402 694
• PART DES MINORITAIRES	33 517	36 473
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS, PART DU GROUPE	113 590	75 685
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	260 750	501 048
• PART DU GROUPE	259 544	500 650
• PART DES MINORITAIRES	1 206	398

TOTAL PASSIF IFRS **62 215 941** **62 498 981**

CAPITAUX PROPRES	8 554 112	8 657 781
• PART DU GROUPE	8 519 389	8 620 911
• PART DES INTÉRÊTS MINORITAIRES	34 723	36 870

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE En milliers de DH

	30/06/16	30/06/15
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	435 831	358 905
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	88 000	93 550
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	331 133	484 259
+/- Dotations nettes aux provisions	24 675	-20 046
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	12 917	4 974
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	-7 477	16 542
TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS	449 248	579 278
DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS	449 248	579 278
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-1 896 459	495 586
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-468 513	-583 835
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	259 333	-220 350
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-230 712	60 280
- Impôts versés	-12 252	-137 496
DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS	-2 348 602	-385 816
PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	-2 348 602	-385 816
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	-1 463 523	552 367
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-14 057	-7 295
+/- Flux liés aux immeubles de placement	321	610
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-53 780	-102 611
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-67 516	-109 296
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-401 729	-405 525
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	19 989	20 261
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-381 740	-385 264
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	-1 912 779	57 807
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	2 417 371	2 718 235
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 478 984	1 868 611
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	938 387	849 624
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	504 592	2 776 042
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 596 805	1 359 862
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-1 092 213	1 416 180

VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE **-1 912 779** **57 807**



	En milliers de DH							
	CAPITAL	RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL	ACTIONS PROPRES	RÉSERVES ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS	GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS	CAPITAUX PROPRES PART GROUPE	INTÉRÊTS MINORITAIRES	TOTAL
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2014	1 281 745	3 313 947		3 803 437	104 532	8 503 661	39 823	8 543 485
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2014 CORRIGÉS	1 281 745	3 313 947	-	3 803 437	104 532	8 503 661	39 823	8 543 485
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres	46 183			-10 123		36 060		36 060
Dividendes				-398 377		-398 377	-3 351	-401 728
Autres		6		2 210		2 216		2 216
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2015				500 650		500 650	398	501 048
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat								
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat				5 548		-28 847		-28 847
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				5 548	-28 847	-23 299		-23 299
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2015	1 327 928	3 313 953	-	3 903 345	75 685	8 620 911	36 870	8 657 781
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2015 CORRIGÉS	1 327 928	3 313 953	-	3 903 345	75 685	8 620 911	36 870	8 657 781
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-398 378		-398 378	-3 351	-401 729
Autres				261		261		261
RÉSULTAT AU 30 JUIN 2016				259 544		259 544	1 204	260 748
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat								
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat				-854		37 906		39 606
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				-854	37 906	37 052		37 052
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 30 JUIN 2016	1 327 928	3 313 953	-	3 763 917	113 590	8 519 389	34 723	8 554 112

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	En milliers de DH	
	30/06/16	30/06/15
RÉSULTAT NET	260 750	221 452
Écart de conversion		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	113 388	91 602
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	203	-167
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	113 590	91 435
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	374 340	312 887
Part du groupe	373 134	312 580
Part des minoritaires	1 206	307

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	En milliers de DH	
	30/06/16	31/12/15
TITRES ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	5 428 522	6 709 152
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉS	5 053 410	6 081 946
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	157 806	472 811
• Titres cotés	-	-
• Titres non cotés	157 806	472 811
Actions et autres titres à revenu variable	112 247	61 858
• Titres cotés	7 239	8 215
• Titres non cotés	105 008	53 643
• TITRES DE PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉS	105 057	92 537
TOTAL DES TITRES DISPONIBLE À LA VENTE	5 428 521	6 709 152

GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	En milliers de DH					
	30/06/16			31/12/15		
	JUSTE VALEUR	GAINS LATENTS	PERTES LATENTES	JUSTE VALEUR	GAINS LATENTS	PERTES LATENTES
Effets publics et valeurs assimilées	4 998 734	139 816	-	5 952 358	80 425	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	157 401	2 748	2 286	469 909	287	2 286
Actions et autres titres à revenu variable	110 830	2 577	-	60 884	3 110	-
Titres de participation non consolidés	105 057	37 262	-	92 537	36 230	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	56 493	-	-	133 464	-	-
VALEUR AU BILAN DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	5 428 515	182 403	2 286	6 709 152	120 052	2 286
Total gains et pertes latents	-	182 403	2 286	-	120 052	2 286
Impôts différés	-	67 415	686	-	44 334	686
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente nets	-	114 988	1 600	-	75 718	1 600
GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE À LA VENTE NETS PART GROUPE		114 988	1 600		75 718	1 600

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODÈLE UTILISÉ POUR LA VALORISATION	En milliers de DH							
	30/06/16				31/12/15			
	PRIX DE MARCHÉ	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES OBSERVABLES	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES NON OBSERVABLES	TOTAL	PRIX DE MARCHÉ	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES OBSERVABLES	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES NON OBSERVABLES	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	240 230			240 230	349 376			349 376
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIFS FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	21 241			21 241	23 411			23 411
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								

IMMEUBLES DE PLACEMENT	En milliers de DH						
	31/12/15	VARIATION PÉRIMÈTRE	ACQUISITIONS	CESSIONS ET ÉCHÉANCES	ÉCART DE CONVERSION	AUTRES MOUVEMENTS	30/06/2016
Valeur brute	33 110		262				33 372
Amortissements et provisions	9 632					584	10 216
VALEUR NETTE AU BILAN	23 478	-	262	-	-	-584	23 156



IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En milliers de DH

	31/12/15			30/06/16		
	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	VALEUR NETTE	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	VALEUR NETTE
Terrains et constructions	1 732 757	426 146	1 306 611	1 754 849	450 318	1 304 531
Equip. Mobilier, installation	485 156	347 558	137 598	498 493	364 840	133 653
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	719 984	437 139	282 845	705 627	459 494	246 133
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 937 897	1 210 843	1 727 054	2 958 969	1 274 652	1 684 317
Logiciels informatiques acquis	465 531	298 746	166 785	490 451	320 749	169 702
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	152 249	2 667	149 582	157 849	2 667	155 182
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	617 780	301 413	316 367	648 300	323 416	324 884

ECARTS D'ACQUISITIONS

En milliers de DH

	31/12/15	VARIATION PÉRIMÈTRE	ECART DE CONVERSION	AUTRES MOUVEMENTS	30/06/16
Valeur brute	87 720				87 720
Cumul des pertes de valeurs					
VALEUR NETTE AU BILAN	87 720				87 720

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	30/06/16	31/12/15
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	2 560 612	2 390 356
Comptes et prêts	1 926 069	2 313 765
Valeurs reçues en pension	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	632 589	73 563
TOTAL EN PRINCIPAL	2 558 658	2 387 328
Créances rattachées	1 954	3 028
Provisions	-	-
VALEUR NETTE	2 560 612	2 390 356
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	4 381 336	2 872 462
Comptes à vue	57 137	156 766
Comptes et avances à terme	4 297 286	2 690 452
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	26 913	25 244

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	30/06/16	31/12/15
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	45 433 146	44 961 345
Créances commerciales	6 547 700	6 252 398
Autres concours à la clientèle	37 729 614	37 121 607
Valeurs reçues en pension	87 510	267 287
Comptes ordinaires débiteurs	5 577 475	5 843 664
TOTAL EN PRINCIPAL	49 942 299	49 484 956
Créances rattachées	119 236	101 980
Provisions	4 628 390	4 625 591
VALEUR NETTE	45 433 146	44 961 345
OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL	3 804 810	3 617 845
Crédit-bail immobilier	1 132 871	1 251 806
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	2 477 977	2 154 365
TOTAL EN PRINCIPAL	3 610 848	3 406 171
Créances rattachées	524 685	529 763
Provisions	330 723	318 089
VALEUR NETTE	3 804 810	3 617 845

TOTAL 49 237 956 48 579 190

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	30/06/16	31/12/15
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	5 492 105	5 175 057
Comptes et emprunts	5 463 576	5 140 217
Valeurs données en pension		
TOTAL EN PRINCIPAL	5 463 576	5 140 217
Dettes rattachées	28 529	34 840
VALEUR AU BILAN	5 492 105	5 175 057
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	4 424 697	2 918 497
Comptes à Vue créditeurs	79 508	181 745
Comptes et avances à terme	4 318 375	2 711 685
Dettes rattachées	26 814	25 057

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	30/06/16	31/12/15
Comptes à vue créditeurs	29 053 538	28 258 820
Comptes d'épargne	8 298 739	8 282 617
Autres dettes envers la clientèle	4 900 635	5 482 824
Valeurs données en pension	274 061	
TOTAL EN PRINCIPAL	42 526 973	42 024 261
Dettes rattachées	53 600	54 460
VALEUR AU BILAN	42 580 573	42 078 721

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	SOLDE AU		VARIATION		REPRISES		REPRISES		AUTRES		SOLDE AU
	31/12/15	30/06/16	DE PÉRIMÈTRE	DOTATIONS	UTILISÉES	NON UTILISÉES	VARIATIONS	30/06/16			
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	52 090			2 342							54 432
Provision pour engagements sociaux	77 423			5 817	3 438				2 166		81 968
Provision pour litige et garanties de passif	59 324										59 324
Provision pour risques fiscaux											
Provision pour impôts											
Autres provisions pour risques et charges	64 470			41 471	22 931				-752		82 258
TOTAL	253 307	253 307		49 630	26 369				1 414		277 982

MARGE D'INTÉRÊT

En milliers de DH

	30/06/16			30/06/15		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 322 912	203 615	1 119 297	1 410 766	195 638	1 215 128
Comptes et prêts / emprunts	1 159 820	155 985	1 003 835	1 286 912	171 643	1 115 269
Opérations de pensions	2 057	968	1 089	139	8 114	-7 975
Opérations de location-financement	161 035	46 662	114 373	123 715	15 881	107 834
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	80 655	21 837	58 818	61 489	51 358	10 131
Comptes et prêts / emprunts	80 655	21 394	59 261	61 489	24 538	36 951
Opérations de pensions		443	-443		26 820	-26 820
EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE	-1 898	71 147	-73 045	3 939	98 325	-94 386
ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE	97 211		97 211	138 642		138 642
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES	1 498 881	296 600	1 202 281	1 614 836	345 321	1 269 515

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	30/06/16			30/06/15		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS	55 362	30 865	24 497	52 807	28 959	23 848
avec les établissements de crédit	-	-	-	-	1	-1
avec la clientèle	44 171	30 569	13 602	42 701	28 692	14 009
sur titres	8 829	296	8 533	7 777	266	7 511
de change	2 203	-	2 203	2 147	-	2 147
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	159	-	159	182	-	182
PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS	214 667	19	214 648	213 907	30	213 877
Produits nets de gestion d'OPCVM	24 775	19	24 756	29 298	30	29 268
Produits nets sur moyen de paiement	64 851	-	64 851	64 546	-	64 546
Assurance	38 212	-	38 212	34 646	-	34 646
Autres	86 829	-	86 829	85 417	-	85 417
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	270 029	30 884	239 145	266 714	28 989	237 725



COÛT DU RISQUE		En milliers de DH	
	30/06/16	30/06/15	
DOTATIONS AUX PROVISIONS	-367 682	-601 145	
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-350 769	-562 403	
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)			
Provisions engagements par signature	-2 342		
Autres provisions pour risques et charges	-14 572	-38 742	
REPRISES DE PROVISIONS	344 323	316 787	
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	335 907	284 686	
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)			
Reprises de provisions engagements par signature			5 278
Reprise des autres provisions pour risques et charges	8 417	26 823	
VARIATION DES PROVISIONS	-307 795	-199 809	
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)			
Pertes pour risque de contrepartie des actifs détenus jusqu'à l'échéance			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-7 373	-4 742	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-301 235	-199 707	
Décote sur les crédits restructurés			
Récupérations sur prêts et créances amorties	813	4 640	
Pertes sur engagement par signature			
Autres pertes			
COÛT DU RISQUE	-331 155	-484 167	

RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 30/06/2016				En milliers de DH	
ENTREPRISES CONSOLIDÉES PAR :	INTÉGRATION		MISE EN	INTÉGRATION	
	PROPORTIONNELLE	EQUIVALENCE			
ACTIF					
PRÊTS, AVANCES ET TITRES		7 044		7 915 106	
Comptes ordinaires		7044		3 475 522	
Prêts				4 439 584	
Titres					
Opération de location financement					
ACTIF DIVERS				29 019	
TOTAL				7 944 125	
PASSIF					
DÉPÔTS		595 500		3 475 524	
Comptes ordinaires				3 475 522	
Autres emprunts		595 500			
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE					
PASSIF DIVERS		7 185		4 468 603	
TOTAL		602 685		7 944 127	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE					
ENGAGEMENTS DONNÉS				2 911 699	
ENGAGEMENTS RECUS				2 911 699	

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 30/06/2016				En milliers de DH	
ENTREPRISES CONSOLIDÉES PAR :	INTÉGRATION		MISE EN	INTÉGRATION	
	PROPORTIONNELLE	EQUIVALENCE			
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS					76 767
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES			13 320		76 767
COMMISSIONS (PRODUITS)					19 221
COMMISSIONS (CHARGES)					9 256
PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉES					
PRESTATIONS DE SERVICES REÇUES			1 001		12 180
LOYERS REÇUS			1 155		2 008

INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ - BILAN AU 30/06/2016							En milliers de DH	
	BANQUE DE DÉTAIL	SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES	BANQUE OFFSHORE	SOCIÉTÉ DE GESTION D'ACTIFS	AUTRES	TOTAL		
TOTAL BILAN	52 741 544	3 517 119	5 702 422	47 847	207 009	62 215 941		
dont								
ÉLÉMENTS D'ACTIF								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	240 229					240 229		
Actifs disponibles à la vente	5 180 781		141 779	36 641	69 320	5 428 521		
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 493 670	36 352	1 030 590			2 560 612		
Prêts et créances sur la clientèle	41 344 955	3 401 758	4 476 795	5 679	8 768	49 237 955		
Immobilisations corporelles	1 629 364	122	7 654	914	46 264	1 684 317		
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 884 579	6 174	3 601 352			5 492 105		
Dettes envers la clientèle	41 905 446	5 189	669 938			42 580 573		
Provisions techniques des contrats d'assurance								
Dettes subordonnées	774 382					774 382		
Capitaux propres	8 311 275	213 030	40 306	14 131	-24 630	8 554 112		

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL - COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2016								En milliers de DH	
	BANQUE DE DÉTAIL	SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES	BANQUE OFFSHORE	SOCIÉTÉ DE GESTION D'ACTIFS	AUTRES	ÉLIMINATIONS	TOTAL		
MARGE D'INTÉRÊT	1 149 529	45 054	23 816	-24	-3 855	-12 239	1 202 281		
MARGE SUR COMMISSIONS	202 752	-126	2 969	15 573	27 941	-9 964	239 145		
PRODUIT NET BANCAIRE	1 541 775	44 994	26 481	16 273	60 696	-145 696	1 544 523		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	683 777	17 210	3 115	7 362	6 211	-15 221	702 454		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	453 814	16 762	23 171	8 037	50 421	-129 291	422 914		
RÉSULTAT NET	294 307	26 617	14 581	5 526	40 988	-121 269	260 750		
RÉSULTAT NET DU GROUPE	294 109	25 610	14 581	5 526	40 988	-121 269	259 544		



ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT En milliers de DH

	30/06/16		31/12/15	
	ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	ACTIFS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT SUR OPTION	ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	ACTIFS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT SUR OPTION
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeurs reçues en pension				
Effets publics et valeurs assimilées				
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	225 794		329 435	
• Titres cotés				
• Titres non cotés	225 794	-	329 435	
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE				
• Titres cotés				
• Titres non cotés				
INSTRUMENTS DÉRIVÉS	14 436		19 942	
CRÉANCES RATTACHÉES				
JUSTE VALEUR AU BILAN	240 230	-	349 376	-

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT En milliers de DH

	30/06/16	31/12/15
Valeurs données en pension		
Instruments dérivés	21 241	23 411
JUSTE VALEUR AU BILAN	21 241	23 411

DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION En milliers de DH

PAR TYPE DE RISQUE 30/06/2016	VALEUR COMPTABLE		MONTANT NOTIONNEL
	ACTIFS	PASSIFS	
Capitaux propres			
Change	14 436	21 241	
Crédit			
Matières premières			
TOTAL	14 436	21 241	

ENGAGEMENTS DE GARANTIE En milliers de DH

	30/06/16	31/12/15
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	9 938 419	10 427 154
• D'ordre des établissements de crédit	3 344 476	3 332 292
• D'ordre de la clientèle	6 593 943	7 094 862
• Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	1 870 799	3 883 163
• des établissements de crédit	1 870 799	3 883 163
• de l'état et d'autres organismes de garantie		

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE En milliers de DH

	VALEUR DE MISE EN ÉQUIVALENCE	RÉSULTAT	TOTAL BILAN	REVENU (CA)	QUOTE-PART DE RÉSULTAT DANS LES SOCIÉTÉS MEE
Sociétés financière					
Sociétés non financières	Arval Maroc	38 743	924 619	169 750	12 917
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE	24 141	38 743	924 619	169 750	12 917

EVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/16	30/06/15
Capital (en DH)	1 327 928 600	1 327 928 600
Nombre d'actions	13 279 286	13 279 286
Résultat Par Groupe (KDH)	259 544	221 145
RÉSULTAT PAR ACTION (DH)	20	17

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE
DE LA SITUATION INTERMÉDIAIRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2016**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie et ses filiales (Groupe BMCI) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2016. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 8.554.112, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 260.750.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCI arrêtés au 30 juin 2016, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous soulignons que la BMCI a reçu de la part de l'administration fiscale, en mai 2016, un avis de vérification ponctuelle portant sur les exercices 2012 à 2015 Inklus, couvrant l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur les revenus. La vérification est en cours à cette date.

Casablanca, le 8 Septembre 2016

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Boulevard Zerkouti
- CASABLANCA -
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/81
Fax : 05 22 22 40 78
Fawzi BRITEL
Associé

Mazars Audit et Conseil

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Bd. Abdelmoumen
- CASABLANCA -
Tél : 05 22 42 34 23 (11 G)
Abdo Soudyè DIOP
Associé



COMMUNICATION FINANCIÈRE COMPTES SOCIAUX



ETATS AU 30 JUIN 2016



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



1.1. PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943. Les états de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

• Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

• Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

• Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.

• Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Etablissements de crédit, clientèle).

• Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.

• Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit:

• Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.

• Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de:

- 20% pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés

Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.

• Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.

• Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 PORTEFEUILLE DE TITRES

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats.

1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru inclus dans le prix d'acquisition.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Au 30 juin, aucun titre n'est classé dans la catégorie de titres d'investissement ; en effet, la banque a procédé au reclassement de la totalité de son portefeuille de titres d'investissement en titres de placement afin d'harmoniser la classification des titres entre les comptes sociaux et les comptes consolidés, en conformité avec les dispositions de la section 2 « opération sur titres » du PCEC mis à jour, en vigueur à compter du 01/01/2008.

1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation.

1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.8. LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

NATURE	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Droit au bail	non amortissable
Logiciels informatiques	7 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

NATURE	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Terrains d'exploitation	non amortissables
Immeubles d'exploitation : bureaux	25 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Agencements, aménagements et installations d'exploitation	10 ans
Matériel informatique :	
Grosse informatique	10 ans
Micro informatique	7 ans

1.9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata Temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (Wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.



BILAN ACTIF	En milliers de DH	
	30/06/16	31/12/15
1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	1 596 781	1 478 978
2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	5 633 488	4 899 019
A vue	462 455	2 252 051
A terme	5 171 033	2 646 968
3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	39 588 172	39 926 298
Crédits de trésorerie et à la consommation	15 290 158	15 186 261
Crédits à l'équipement	7 512 690	7 757 719
Crédits immobiliers	14 639 254	14 432 796
Autres crédits	2 146 070	2 549 522
4. CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1 189 095	967 545
5. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	5 562 556	6 908 350
Bons du trésor et valeurs assimilées	5 011 015	6 150 392
Autres titres de créance	545 064	751 048
Titres de propriété	6 477	6 910
6. AUTRES ACTIFS	861 348	612 041
7. TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-
Autres titres de créance	-	-
8. TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	302 388	277 992
9. CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-
10. IMMOBILISATIONS INCONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	343 929	305 687
11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	513 346	514 260
12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 472 303	1 521 559
TOTAL DE L'ACTIF	57 063 406	57 411 728

HORS BILAN	En milliers de DH	
	30/06/16	31/12/15
ENGAGEMENTS DONNÉS	18 400 216	18 551 680
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	0	0
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 846 295	6 291 719
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	6 237 663	5 894 926
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 316 257	6 365 034
5. Titres achetés à réméré	0	0
6. Autres titres à livrer	0	0
ENGAGEMENTS REÇUS	1 822 831	3 625 812
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 822 831	3 625 812
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	0	0
10. Titres vendus à réméré	0	0
11. Autres titres à recevoir	0	0

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/16 AU 30/06/16	En milliers de DH	
	30/06/16	30/06/15
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 924 158	2 113 865
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	91 550	79 111
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 174 154	1 255 058
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	93 451	138 469
Produits sur titres de propriété	119 302	116 612
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	71 821	37 257
Commissions sur prestations de service	231 411	228 545
Autres produits bancaires	142 470	258 812
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-429 633	-578 803
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-7 708	-35 126
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-166 066	-182 872
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-76 038	-94 182
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	-65 649	-46 876
Autres charges bancaires	-114 172	-219 747
PRODUIT NET BANCAIRE	1 494 525	1 535 062
Produits d'exploitation non bancaire	12 289	6 154
Charges d'exploitation non bancaire	-589	-1 984
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-769 795	-739 360
Charges de personnel	-421 709	-417 511
Impôts et taxes	-9 556	-10 705
Charges externes	-235 208	-213 460
Autres charges générales d'exploitation	-435	0
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-102 888	-97 684
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	-875 729	-810 374
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-476 028	-570 940
Pertes sur créances irrécouvrables	-325 755	-225 347
Autres dotations aux provisions	-73 946	-14 087
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	509 993	378 515
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	441 860	278 581
Récupérations sur créances amorties	813	4 637
Autres reprises de provisions	67 319	95 296
RESULTAT COURANT	370 694	368 013
Produits non courants	3 149	0
Charges non courantes	-16 342	-33 025
RESULTAT AVANT IMPÔTS	357 501	334 988
Impôts sur les résultats	-98 735	-61 282

RESULTAT NET DE L'EXERCICE	258 766	273 706
TOTAL PRODUITS	2 449 589	2 498 534
TOTAL CHARGES	-2 190 823	-2 224 828
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	258 766	273 706

BILAN PASSIF	En milliers de DH	
	30/06/16	31/12/15
1. BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	0	0
2. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉES	1 900 395	1 481 589
A vue	1 438 033	1 025 070
A terme	462 362	456 519
3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	41 957 699	41 722 736
Comptes à vue créditeurs	28 865 070	28 049 841
Comptes d'épargne	8 298 830	8 282 616
Dépôts à terme	3 370 374	3 987 284
Autres comptes créditeurs	1 423 425	1 402 996
4. TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	2 550 012	3 564 325
Titres de créance négociables	2 550 012	3 564 325
Emprunts obligataires	0	0
Autres titres de créance émis	0	0
5. AUTRES PASSIFS	1 534 443	1 421 206
6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	284 130	265 521
7. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	0
8. SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	0	0
9. DETTES SUBORDONNÉES	774 382	754 393
10. ECARTS DE RÉÉVALUATION	0	0
11. RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 284 453	3 284 453
12. CAPITAL	1 327 929	1 327 929
13. ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	-	-
14. REPORT À NOUVEAU (+/-)	3 191 198	3 177 016
15. RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	0	0
16. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	258 766	412 561
TOTAL DU PASSIF	57 063 406	57 411 728

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/16 AU 30/06/16	En milliers de DH	
	30/06/16	30/06/15

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS		
1 (+) Intérêts et produits assimilés	1 359 155	1 472 638
2 (-) Intérêts et charges assimilées	249 812	312 180
MARGE D'INTERET	1 109 343	1 160 458
3 (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	71 821	37 257
4 (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	65 649	46 876
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	6 172	-9 619
5 (+) Commissions perçues	233 613	230 692
6 (-) Commissions servies	30 861	28 957
MARGE SUR COMMISSIONS	202 753	201 735
7 (+) Résultats des opérations sur titres de transaction	14 605	17 796
8 (+) Résultats des opérations sur titres de placement	10 581	12 936
9 (+) Résultats des opérations de change	75 583	78 352
10 (+) Résultats des opérations sur produits dérivés	-361	2 102
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	100 407	111 187
11 (+) Divers autres produits bancaires	122 439	119 702
12 (-) Diverses autres charges bancaires	46 590	48 400
PRODUIT NET BANCAIRE	1 494 525	1 535 062
13 (+) Résultats des opérations sur immobilisations financières	13 832	-1 707
14 (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	12 114	6 154
15 (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	589	1 984
16 (-) Charges générales d'exploitation	769 795	739 360
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	750 087	798 165
17 (+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-359 109	-513 068
18 (+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-20 284	82 916
RESULTAT COURANT	370 694	368 013
RESULTAT NON COURANT	-13 193	-33 025
19 (-) Impôts sur les résultats	98 735	61 282
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	258 766	273 706

II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	258 766	273 706
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	102 888	97 684
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	0	1 707
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	68 862	1 842
23 (+) Dotations aux provisions réglementées	0	0
24 (+) Dotations aux provisions	0	0
25 (-) Reprises de non courants	-66 412	-95 296
26 (-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
27 (+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
28 (-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	-174	0
29 (+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	0	0
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues	0	0
+ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	363 929	279 644
- Bénéfices distribués	398 379	398 379
AUTOFINANCEMENT	-34 449	-118 735

CRÉANCES	En milliers de DH					
	MONTANT			DONT ENTREPRISES LIÉES ET APPARENTÉES		
	30/06/N	30/06/N-1	30/06/N	30/06/N-1	30/06/N	30/06/N-1
	BRUT 1	PROV 2.	NET 3	NET 4	NET 5	NET 6
Créances subordonnées aux Etablissements de crédit et assimilés				NEANT		
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						



DETAIL DES AUTRES ACTIFS		En milliers de DH	
ACTIF	30/06/16	31/12/15	
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES	10 210	5 095	
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	11 131	3 319	
DEBITEURS DIVERS	272 410	259 111	
Sommes dues par l'Etat	249 159	212 242	
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-	
Sommes diverses dues par le personnel	1 733	1 650	
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-	
Divers autres débiteurs	21 518	45 219	
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	122 375	121 912	
COMPTES DE REGULARISATION	445 222	222 614	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	4 343	3 665	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	25 346	30 522	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	19	9 181	
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	216 311	68 104	
Autres comptes de régularisation	199 203	111 141	
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES	1	1	
TOTAL	861 348	612 041	

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIES		En milliers de DH	
	30/06/16	31/12/15	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	18 400 216	18 551 680	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS			
- Crédits documentaires import	-	-	
- Acceptations ou engagements de payer	-	-	
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-	
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
- Autres engagements de financement donnés	-	-	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	5 846 295	6 291 719	
- Crédits documentaires import	2 368 413	2 952 104	
- Acceptations ou engagements de payer	1 142 240	855 835	
- Ouvertures de crédits confirmés	202 470	195 519	
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
- Autres engagements de financement donnés	2 133 172	2 288 261	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	6 237 663	5 894 926	
- Crédits documentaires export confirmés	21 184	32 022	
- Acceptations ou engagements de payer	10 586	10 578	
- Garanties de crédits donnés	-	-	
- Autres cautions, avals et garanties donnés	6 205 893	5 852 326	
- Engagements en souffrance	-	-	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DE L'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	6 316 257	6 365 034	
- Garanties de crédits donnés	-	-	
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	3 832 181	3 836 594	
- Autres cautions et garanties donnés	2 484 077	2 528 440	
- Engagements en souffrance	-	-	
AUTRES TITRES À LIVRER	-	-	

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS		1 822 831 3 625 812	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS			
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-	
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
- Autres engagements de financement reçus	-	-	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	1 822 831	3 625 812	
- Garanties de crédits	-	-	
- Autres garanties reçues	1 822 831	3 625 812	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS	-	-	
- Garanties de crédits	-	-	
- Autres garanties reçues	-	-	
AUTRES TITRES À RECEVOIR	-	-	

COMMISSIONS AU 30/06/2016		En milliers de DH	
COMMISSIONS		MONTANT	
COMMISSIONS PERCUES :		233 613	
sur opérations de change	2 203		
sur opérations sur titres	1 281		
sur engagements sur titres	-		
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	16 730		
sur moyens de paiement	65 010		
sur activités de conseil et d'assistance	13 339		
sur ventes de produits d'assurances	13 421		
Commissions de fonctionnement de compte	15 639		
Commissions sur prestations de service sur crédit	22 736		
sur autres prestations de service	83 254		
COMMISSIONS VERSEES :	30 861		
sur opérations de change	-		
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-		
sur produits dérivés	-		
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-		
sur moyens de paiement	20 939		
sur activités de conseil et d'assistance	-		
sur ventes de produits d'assurances	-		
sur autres prestations de service	9 922		

ÉTAT DES DEROGATIONS AU 30/06/2016		En milliers de DH	
INDICATIONS DE DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS	
Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT	
Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT	
Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT	

DETAIL DES AUTRES PASSIFS		En milliers de DH	
PASSIF	30/06/16	31/12/15	
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	14 352	5 911	
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	12 373	5 441	
CRÉDITEURS DIVERS	589 348	511 088	
Sommes dues à l'Etat	256 229	204 489	
Sommes dues aux organismes de prévoyance	38 200	38 194	
Sommes diverses dues au personnel	36	-	
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	1 804	1 522	
Fournisseurs de biens et services	51 412	35 806	
Divers autres créditeurs	241 666	231 077	
COMPTES DE REGULARISATION	918 370	898 766	
Compte de concordance Dirhams/devises	-	-	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	32	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	662 048	699 027	
Charges à payer et produits constatés d'avance	115 109	136 946	
Autres comptes de régularisation	-	-	
Comptes transitoires ou d'attente crédateur	141 213	62 761	
TOTAL	1 534 443	1 421 206	

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 30/06/2016		En milliers de DH	
CATEGORIE DES TITRES		PRODUITS PERCUS	
Titres de participation		10 748	
Participations dans les entreprises liées		108 554	
Titres de l'activité de portefeuille		0	
Emplois assimilés		0	
TOTAL		119 302	

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 30/06/2016		En milliers de DH	
ENGAGEMENTS DONNES		MONTANT	
Titres achetés à réméré		NÉANT	
Autres titres à livrer		NÉANT	
ENGAGEMENTS RECUS		MONTANT	
Titres vendus à réméré		NÉANT	
Autres titres à recevoir		NÉANT	

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE AU 30/06/2016		En milliers de DH	
BILAN		MONTANT	
ACTIF:		2 795 747	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		12 607	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		2 154 298	
Créances sur la clientèle		10 794	
Titres de transaction et de placement et investissement		55 742	
Autres actifs		508 520	
Titres de participation et emplois assimilés		53 786	
Créances subordonnées			
Immobilisations données en crédit-bail et location			
Immobilisations incorporelles et corporelles			
PASSIF:		2 795 747	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		0	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		1 282 590	
Dépôts de la clientèle		1 448 614	
Titres de créance émis			
Autres passifs		64 543	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			
Dettes subordonnées			
HORS BILAN:			
Engagements donnés		8 944 998	
Engagements reçus		97 817	

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES		En milliers de DH			
TITRES	OPÉRATIONS DE COUVERTURE		AUTRES OPÉRATIONS		
	30/06/16	31/12/15	30/06/16	31/12/15	
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME	3 599 536	3 893 171			
Devises à recevoir	1 045 709	1 404 109			
Dirhams à livrer	771 330	1 181 660			
Devises à livrer	1 033 447	775 532			
Dirhams à recevoir	749 050	531 869			
Dont swaps financiers de devises					
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS	7 046	9 365			
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt					
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt					
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	7 046	9 365			
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change					
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments					
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments					
TOTAL	3 606 581	3 902 536			



AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2016 En milliers de DH
PRODUITS ET CHARGES MONTANT

AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	28 297
Autres produits bancaires	142 470
Autres charges bancaires	114 172
COMMENTAIRES	
Dont gains sur titres de transaction	45 163
Dont plus-values de cession sur BDT	12 381
Dont Produits sur engagements sur titres	0
Dont Produits sur engagements sur produits dérivés	1 141
Dont produits sur opérations de change	80 587
Dont Divers autres Produits bancaires	3 138
Dont reprises de provision p/dep des titres de placement	60
Dont pertes sur titres de transaction	30 558
Dont MOINS-values de cession sur BDT	1 759
Dont charges sur moyens de paiement	20 939
Dont autres charges sur prestations de service	9 922
Dont charges sur engagements de titres	0
Dont charges sur produits dérivés	1 502
Dont pertes sur opérations de change	2 802
Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts	41 140
Dont dotations aux prov depreciait des titres de placement	101
DIVERSES CHARGES BANCAIRES	5 450

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE MONTANT

PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	12 289
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	589
COMMENTAIRES	
Produits	
- dont produits sur valeurs et emplois divers	0
- dont plus-values de cession sur immobilisations financières	174
- dont plus-values de cession sur immobilisations incorp et corporelles	0
- dont produits accessoires	459
- dont autres produits d'exploitation non bancaire	11 655
Charges	
- dont autres charges sur valeurs et emplois divers	589
- dont moins-values de cession sur immobilisations	0

AUTRES CHARGES MONTANT

DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	875 729
COMMENTAIRES	
Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance	476 028
Dont pertes sur créances irrécouvrables	325 755
Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	0
Dont dotations aux provisions pour risques d'exécut d'engag par signature	0
Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges	73 513
Dont dotations aux provisions réglementées	0
Dont dotations aux autres provisions	433

AUTRES PRODUITS MONTANT

REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	509 993
COMMENTAIRES	
dont reprise de provisions pour créances en souffrance	441 860
dont récupérations sur créances amorties	813
Dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	13 657
dont reprise de provisions pour risque d'exécut d'engag p signat	0
dont reprise de provisions pour autres risques et charges	52 903
dont reprise de provisions réglementées	0
dont reprise des autres provisions	759

PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS MONTANT

PRODUITS NON COURANTS	3 149
CHARGES NON COURANTES	16 342

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 30/06/2016 En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	MONTANT
PRODUITS	137 129
Gains sur les titres de transaction	45 163
Plus value de cession sur titres de placement	12 381
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	60
Gains sur les produits dérivés	1 141
Gains sur les opérations de change	78 385
CHARGES	36 722
Pertes sur les titres de transaction	30 558
Moins value de cession sur titres de placement	1 759
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	101
Pertes sur les produits dérivés	1 502
Pertes sur opérations de change	2 802
RESULTAT	100 407

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 30/06/2016 En milliers de DH

TITRES	ETABLISSEMENT DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	EMETTEURS PRIVÉS			TOTAL AU 30/06/16	TOTAL AU 31 /12/15
		EMETTEURS PUBLICS	FINANCIERS	NON FINANCIERS		
TITRES COTES						
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété			1 459	3 542	5 001	5 434
TITRES NON COTES						
Bons du trésor et valeurs assimilées		4 956 401			4 956 401	6 024 313
Obligations				37 837	37 837	47 290
Autres titres de créance	500 529				500 529	696 211
Titres de propriété			28	1 446	1 475	1 475
TOTAL	500 529	4 956 401	1 487	42 825	5 501 243	6 774 723

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus.

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 30/06/2016 En milliers de DH
CHARGES MONTANT

CHARGES DE PERSONNEL	421 709
COMMENTAIRES	
Dont salaires et appointements	253 167
Dont primes et gratifications	46 357
Dont charges d'assurances sociales	74 549
Dont charges de retraite	3 524
Dont charges de formation	7 789
Dont autres charges de personnel	36 324

IMPOTS ET TAXES MONTANT

COMMENTAIRES	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	1 567
Patente	7 239
Droits d'enregistrements	0
Timbres fiscaux et formules timbrées	2
Taxe sur les véhicules	0
Autres impôts, taxe et droits assimilés	749

CHARGES EXTERNES MONTANT

COMMENTAIRES	
Dont loyers de crédit-bail et de location	34 005
Dont frais d'entretien et de réparation	37 838
Dont rémunérations d'intermédiaire, et honoraires	43 454
Prime d'assurance	1 795
Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible	10 193
Dont transports et déplacements	22 476
Mission et réception	5 639
Dont publicité et publication	25 217
Frais postaux et télécommunications	37 324
frais de recherche et de documentation	278
frais de conseils et d'assemblée	401
Dons et cotisations	1 906
Fournitures de bureau et imprimés	4 130
Dont autres charges externes	10 553

AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION MONTANT

COMMENTAIRES	
Dont pénalités et débits	435
Dont diverses autres charges générales d'exploitation	0

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORÉES ET CORPORELLES MONTANT

COMMENTAIRES	
---------------------	--

CAPITAUX PROPRES AU 30/06/2016 En milliers de DH

CAPITAUX PROPRES	ENCOURS	AFFECTATION	AUTRES	ENCOURS
	31/12/2015	DU RESULTAT	VARIATIONS	30/06/2016
Ecarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	3 284 453	0		3 284 453
Réserve légale	132 793	0		132 793
Autres réserves	366 714	0		366 714
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2 784 946			2 784 946
Capital	1 327 929	0		1 327 929
Capital appelé	1 327 929			1 327 929
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires / Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	3 177 016	14 183	0	3 191 199
Résultat net de l'exercice 2015	412 561			
Résultat net de l'exercice 2016				258 766
TOTAL	8 201 958			8 062 346



CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 30/06/2016

En milliers de DH

CREANCES	SECTEUR PRIVÉ				TOTAL AU 30/06/16	TOTAL AU 31/12/15
	SECTEUR PUBLIC	ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE		
COMPTES DE TRESORERIE	33 866	212	10 778 577	324 607	11 137 262	11 308 081
- Comptes à vue débiteurs	13 554	212	5 217 858	266 063	5 497 687	5 813 264
- Créances commerciales sur le Maroc	312		2 234 333	5 202	2 239 847	2 405 632
- Crédits à l'exportation			74 074		74 074	90 124
- Autres crédits de trésorerie	20 000		3 252 312	53 342	3 325 654	2 999 061
CREDITS A LA CONSOMMATION			65 550	4 048 294	4 113 844	3 840 441
CREDITS A L'EQUIPEMENT	1 105 649		6 317 407	36 559	7 459 615	7 715 577
CREDITS IMMOBILIERS			1 796 126	12 813 686	14 609 812	14 403 624
AUTRES CREDITS	274 999	87 510	18 338		380 847	718 146
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			1 185 721		1 185 721	967 545
INTERETS COURUS A RECEVOIR	14 142	4	34 233	76 562	124 941	109 052
CREANCES EN SOUFFRANCE	0	0	1 369 224	396 000	1 765 224	1 831 376
- Créances pré-douteuses			0	0	0	0
- Créances douteuses			749 611	119 292	868 903	814 333
- Créances compromises			619 613	276 708	896 321	1 017 043
TOTAL	1 428 656	87 726	21 565 176	17 695 708	40 777 266	40 893 842

Commentaires : Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 30/06/2016

En milliers de DH

CREANCES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC				TOTAL AU 30/06/16	TOTAL AU 31/12/15
	BANK AL MAGHRIB TRÉSOR PUBLIC SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUE AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER		
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	976 433	21 312	9 560	369 442	1 376 747	1 651 418
VALEURS RECUES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
- au jour le jour		0			0	0
- à terme					0	0
PRETS DE TRESORERIE	0	376 055	1 857 680	0	2 233 735	1 738 374
- au jour le jour	0	50 000	0	0	50 000	1 272 771
- à terme	0	326 055	1 857 680	0	2 183 735	465 603
PRETS FINANCIERS		20 000	2 915 754	0	2 935 754	2 120 683
AUTRES CREANCES		12 589	0	0	12 589	53 563
INTERETS COURUS A RECEVOIR		386	50 709	0	51 095	60 436
TOTAL	976 433	430 342	4 833 703	369 442	6 609 920	5 624 474

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 30/06/2016

En milliers de DH

DETTES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC				TOTAL AU 30/06/16	TOTAL AU 31/12/15
	BANK AL MAGHRIB TRÉSOR PUBLIC SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUE AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER		
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		20 893	15 104	154 236	190 233	220 265
VALEURS DONNEES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
- au jour le jour					0	0
- à terme	0		0		0	0
EMPRUNTS DE TRESORERIE	150 000	40 000	0	1 198 160	1 388 160	991 436
- au jour le jour		40 000		1 198 160	1 238 160	791 436
- à terme	150 000			0	150 000	200 000
EMPRUNTS FINANCIERS	0		8 202	0	8 202	8 202
AUTRES DETTES		295 092	131	0	295 223	237 765
INTERETS COURUS A PAYER	2 626	15 937	0	15	18 577	23 920
TOTAL	152 626	371 922	23 437	1 352 411	1 900 395	1 481 589

DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 30/06/2016

En milliers de DH

DEPOTS	SECTEUR PRIVÉ				TOTAL AU 30/06/16	TOTAL AU 31/12/15
	SECTEUR PUBLIC	ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE		
COMPTES A VUE CREDITEURS	238 677	278 141	8 495 914	19 432 466	28 445 198	27 948 709
COMPTE D'EPARGNE	0	0	0	8 298 739	8 298 739	8 282 617
DEPOTS A TERME	0	501 300	488 694	2 335 253	3 325 247	3 942 308
AUTRES COMPTES CREDITEURS	7452	330 227	1 230 890	267 156	1 835 725	1 495 419
INTERETS COURUS A PAYER	0	16 775	2 401	33 613	52 789	53 684
TOTAL	246 129	1 126 443	10 217 899	30 367 227	41 957 698	41 722 736

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

VALEURS ET SÛRETÉS RECUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 30/06/2016

En milliers de DH

VALEURS ET SÛRETÉS RECUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES CRÉANCES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉES	MONTANTS DES CRÉANCES ET DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS COUVERTS
--	------------------------	---	---

Bons du trésor et valeurs assimilées
Hypothèques
Autres valeurs et sûretés réelles

-
25 025 986
26 142 002

VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES DETTES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS	MONTANTS DES DETTES OU ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS COUVERTS
---	------------------------	--	--

Bons du trésor et valeurs assimilées
Hypothèques
Autres valeurs et sûretés réelles

0
726 100

BDT donnés en garantie CDG

726 100

TOTAL	726 100		726 100
--------------	----------------	--	----------------



TITRES DE CREANCE EMIS AU 30/06/2016

En milliers de DH

NATURE TITRES	CARACTERISTIQUES					MONTANT (1)	DONT ENTREPRISES LIÉES	DONT AUTRES APPARENTÉS	MONTANT NON AMORTI DES PRIMES D'ÉMISSION OU DE REMBOURSEMENT
	DATE DE JOUISSANCE	DATE D'ÉCHÉANCE	VALEUR UNITAIRE	TAUX NOMINAL	MODE DE REMBOURSEMENT				
Certificats de dépôt	30/09/2015	03/10/2016	100	2,95		253 200			
Certificats de dépôt	30/10/2015	01/11/2016	100	2,95		241 700			
Certificats de dépôt	26/01/2016	01/02/2017	100	2,95		121 100			
Certificats de dépôt	05/04/2016	04/04/2017	100	2,7		112 800			
Certificats de dépôt	29/04/2016	28/04/2017	100	2,5		48 100			
Certificats de dépôt	30/05/2016	29/05/2017	100	2,45		47 100			
Certificats de dépôt	26/06/2015	26/05/2017	100	3,5		65 600			
Certificats de dépôt	05/01/2016	05/12/2017	100	3,5		211 800			
Certificats de dépôt	04/09/2015	05/09/2016	100	3		196 000			
Certificats de dépôt	23/02/2016	01/03/2017	100	2,85		45 500			
Certificats de dépôt	15/12/2015	01/07/2016	100	2,8		85 400			
Certificats de dépôt	22/05/2015	22/05/2022	100	3,5		6 000			
Certificats de dépôt	06/07/2015	06/06/2017	100	3,5		85 500			
Certificats de dépôt	23/02/2016	01/02/2018	100	3,15		64 800			
Certificats de dépôt	23/10/2014	23/09/2016	100	3,3		70 300			
Certificats de dépôt	13/11/2014	13/10/2016	100	3,25		60 900			
Certificats de dépôt	17/11/2014	17/10/2016	100	3,25		130 000			
Certificats de dépôt	03/04/2015	03/03/2017	100	3,75		56 000			
Certificats de dépôt	16/04/2015	16/03/2017	100	3,75		59 000			
Certificats de dépôt	12/06/2015	12/05/2017	100	3,5		99 500			
Certificats de dépôt	28/09/2015	01/09/2017	100	3,75		15 000			
Certificats de dépôt	30/10/2015	02/10/2017	100	3,25		68 900			
Certificats de dépôt	15/12/2015	01/12/2017	100	3,25		63 500			
Certificats de dépôt	24/11/2014	24/11/2016	100	0,5		19 243			
Certificats de dépôt	24/11/2014	24/11/2016	100	11		18 368			
Certificats de dépôt	24/11/2014	24/11/2016	100	11		7 497			
Certificats de dépôt	02/03/2015	02/03/2017	100	14		60 827			
Certificats de dépôt	30/03/2015	30/03/2017	100	1,49		11 000			
Certificats de dépôt	16/11/2013	16/11/2017	100	Révisable		24 484			
Certificats de dépôt	01/02/2016	01/02/2018	100	Révisable		13 056			
Certificats de dépôt	22/02/2016	22/02/2018	100	Révisable		23 882			
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100	Révisable		8 989			
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100	Révisable		8 989			
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100	Révisable		26 967			
Certificats de dépôt	30/05/2016	30/05/2018	100	Révisable		58 688			

TOTAL 2 489 691

(1) Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus qui s'élèvent à 60 321 KDH

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES AU 30/06/2016

En milliers de DH

DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITÉ	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ÉTATS DE SYNTHÈSE DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXERCICE	
						DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE	SITUATION NETTE	RÉSULTAT NET		
PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES										
BMCi-LEASING	Crédit bail	80 000	86,91%	111 714	111 714	30/06/2016	201 310	14 900		22 609
BMCi BANQUE OFFSHORE	Banque offshore	KUSD 5 500	100%	47 108	53 786	30/06/2016	73 714	14 540		33 739
BMCi BOURSE	Intermédiaire boursier	20 000	100%	20 000	20 000	30/06/2016	35 307	28 468		
UPAR	Prise de participation	1 500	100%	9 428	3 962	30/06/2016	3 956	-4		
BMCi Asset Management	Gestion des SICAV	1 000	100%	1 000	1 000	30/06/2016	6 610	5 739		14 500
BMCi FINANCE	Prise de participation	8 500	100%	8 500	8 500	30/06/2016	5 015	-1 119		
BMCi FONDS	Gestion des FCP	1 000	100%	1 000	1 000	30/06/2016	1 945	-4		84
BMCi ASSURANCE	Intermédiaire en assurances	100	100%	100	100	30/06/2016	15 831	15 532		24 500
BMCi DEVELOPPEMENT	Prise de participation	300	100%	300	0	30/06/2016	-1 897	-88		
BMCi GESTION SOLIDARITE		1 000	0%	500	500					
FCP BMCi GESTION DIVERSIF	OPCVM			500	500					
DELTA RECOUVREMENT	Recouvrement des créances	2 000	100%	2 000	345	30/06/2016	307	-31		
ARVAL MAROC	Location longue durée	30 000	33,34%	27 339	24 732	30/06/2016	72 436	38 743		11 733
Sté Immobilière Sidi Maarouf	Société immobilière	10 100	100%	10 100	10 100	30/06/2016	-42 198	-2 040		
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS										
Centre monétique Interbank	Gestion cartes monétiques	98 200	13%	13 000	13 000	31/12/2014	169 112	40 260		9 100
Société Interbank	Gestion cartes monétiques	11 500	22%	2 530	2 530	31/12/2013	24 998	11 350		0
BDSI	Maintenance et devel. Infirm	16 000	11%	1 760	1 760	30/06/2016	40 923	5 511		583
Sté Immobilière Interbancaire GBPM	Société immobilière	19 005	13%	2 534	2 050					
SOGEPiB	Gest & exploit parc indust	18 000	5%	900	900	31/12/2014	23 969	4 680		217
SOGEPiS	Gest & exploit parc indust	35 000	13%	4 622	4 622	31/12/2014	40 252	5 915		988
BNP PARIBAS MED BUSINESS Process	Gestion de process back office	14 600	4%	584	584	30/06/2016	28 675	4 583		0
SCI Romandie	Société immobilière			2 930	2 930					
FGCP	Fonds de garantie			5 000	5 000					
NOVEC	Bureau d'études et d'ingénierie	25 700	2,82%	725	725	31/12/2014	492 424	24 938		287
SETTAPARK	Gest & exploit parc indust				6 530	31/12/2014	33 246	-4 223		
Bourse de Casablanca					11 785					
ECOPARC	Gest & exploit parc indust	55 000	18,18%		10 000					
Divers				3 752	3 752					156

TOTAL 302 388

119 302

ETAT DES CHANGEMENTS DES METHODES AU 30/06/2016

En milliers de DH

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT



TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 30/06/2016

En milliers de DH

NATURE	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE (1)	MONTANT DES CÉSSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE (1)	MONTANT BRUT À LA FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS			CUMUL	MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE
					MONTANT DES AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS SORTIES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	744 691	21 204	5 600	771 495	230 431	27 718	0	258 148	513 346
Droit au bail	152 249	0	5 600	157 849	2 667	0	0	2 667	155 181
Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	592 442	21 204	0	613 646	227 763	27 718	0	255 481	358 165
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 869 506	28 036	-6 640	2 890 903	1 347 948	70 653	0	1 418 601	1 472 303
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 646 547	5 588	16 632	1 668 767	565 153	31 009	0	596 162	1 072 605
Terrain d'exploitation	29 293	0	0	29 293	0	0	0	0	29 293
Immeubles d'exploitation Bureaux	1 576 014	5 057	16 632	1 597 704	544 985	30 186	0	575 171	1 022 532
Immeubles d'exploitation Logements de fonction	41 240	531	0	41 770	20 168	823	0	20 991	20 779
MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION	468 900	13 059	98	482 058	335 258	16 658	0	351 916	130 142
Mobilier de bureau d'exploitation	158 391	1 915	81	160 387	120 431	4 069	0	124 500	35 887
Matériel de bureau d'exploitation	51 392	341	17	51 750	45 563	1 477	0	47 040	4 711
Matériel informatique	259 064	10 803	0	269 867	169 210	11 112	0	180 323	89 544
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54	0	0	54	54	0	0	54	0
Autres matériels d'exploitation									
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	662 210	4 636	0	666 846	435 671	22 240	0	457 911	208 935
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	36 657	389	0	37 046	11 866	745	0	12 611	24 435
Terrains hors exploitation	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	1 500
Immeubles hors exploitation	31 610	262	0	31 872	9 632	583	0	10 216	21 656
Mobilier et matériel hors exploitation	3 547	127	0	3 674	2 234	162	0	2 395	1 279
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS EN COURS	55 192	4 364	-23 370	36 186	0	0	0	0	36 186
TOTAL	3 614 197	49 241	-1 040	3 662 398	1 578 378	98 371	0	1 676 749	1 985 649

* (1) Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées, Sorties et transferts des immobilisations

PROVISIONS DU 01/01/2016 AU 30/06/2016

En milliers de DH

PROVISIONS	ENCOURS 31/12/2015	DOTATIONS	REPRISES	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 30/06/2016
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR:	4 462 304	476 562	455 578	-8 936	4 474 352
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	155	0	0	0	155
Créances sur la clientèle	4 428 833	475 689	441 275	-8 936	4 454 312
Titres de placement	7 979	534	60	0	8 453
Titres de participation et emplois assimilés	21 562	0	13 657	0	7 905
Autres titres de participations	2 608	0	0	0	2 608
immobilisations en crédit-bail et en location	761	339	585	0	514
Autres actifs	406	0	0	0	406
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	265 521	73 033	53 662	762	284 130
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	50 149	0	0	0	50 149
Provisions pour risques de change	24	0	0	0	24
Provisions pour pertes sur marchés à terme	4 670	4 171	0	0	8 841
Provisions pour risques généraux et charges	210 678	68 862	53 662	762	225 116
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	0	0	0	0	0
Provisions réglementées	0	0	0	0	0
TOTAL	4 727 824	549 595	509 240	-8 174	4 758 482

MARGE D'INTERET AU 30/06/2016

En milliers de DH

CAPITAUX MOYENS	MONTANT	TAUX DE RENDEMENT MOYEN	COÛT MOYEN
Encours moyens des emplois	40 581 949	5,75%	
Encours moyens des ressources	40 842 075		1,18%

INTERETS

	MONTANT 30/06/2016	DONT MONTANT RELATIF AUX EXERCICES PRÉCÉDENT	MONTANT 31/12/2015	VARIATION DUE À L'ÉVOLUTION DU TAUX	VARIATION DUE À L'ÉVOLUTION DES VOLUMES
INTÉRÊTS PERÇUS	1 160 945		2 424 925		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur créances subordonnées					
INTÉRÊTS VERSÉS	239 431		529 993		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur dettes subordonnées					

Les encours moyens et intérêts 2016 concernent uniquement les volumes de la clientèle y compris les Sociétés de crédit à la consommation (hors créances compromises)

COMMISSIONS

	MONTANT 30/06/2016	DONT MONTANT RELATIF AUX EXERCICES PRÉCÉDENTS
Commissions perçues sur engagements de financement donnés	15 240	
Commissions perçues sur engagements de garantie donnés	45 617	
Commissions versées sur engagements de financement reçus	0	
Commissions versées sur engagements de garantie reçus	968	

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30/06/2016

I. DATATION	
Date de clôture (1)	30 JUIN 2016
Date d'établissement des états de synthèse (2)	08 SEPTEMBRE 2016

- (1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
- (2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ERE} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATIONS DES ÉVÉNEMENTS
	Favorables Néant
	Défavorables Néant



IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE DU 01/01/16 AU 30/06/2016											En milliers de DH
NATURE	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT DES CESSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT BRUT À LA FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS		PROVISIONS			MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE	
					DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS	DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE SORTIES	REPRISES DE PROVISIONS	CUMUL DES PROVISIONS		
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL	495 525	102 956	78 993	519 488	65 649	175 045	339	585	514	343 929	
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES											
CREDIT-BAIL MOBILIER	489 128	99 121	78 993	509 256	64 656	170 391	-	-	-	338 865	
- Crédit-bail mobilier en cours	248	201	248	201	-	-	-	-	-	201	
- Crédit-bail mobilier loué	488 880	98 920	78 745	509 055	64 656	170 391	-	-	-	338 664	
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation											
CREDIT-BAIL IMMOBILIER											
- Crédit-bail immobilier en cours											
- Crédit-bail immobilier loué											
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation											
LOYERS COURUS A RECEVOIR											
LOYERS RESTRUCTURES											
LOYERS IMPAYES	1 946	181		2 127						2 127	
CREANCES EN SOUFFRANCE	4 451	3 654		8 105	993	4 654	339	585	514	2 937	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE											
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE											
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE											
LOYERS COURUS A RECEVOIR											
LOYERS RESTRUCTURES											
LOYERS IMPAYES											
LOYERS EN SOUFFRANCE											
TOTAL	495 525	102 956	78 993	519 488	65 649	175 045	339	585	514	343 929	

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 30/06/2016							En milliers de DH
TITRES	VALEURS COMPTABLE BRUTE	VALEUR ACTUELLE	VALEUR DE REMBOURSEMENT	PLUS-VALUES LATENTES	MOINS-VALUES LATENTES	PROVISIONS	
TITRES DE TRANSACTION	229 846	229 846	217 300	-	-	-	
Bons du trésor et valeurs assimilées	225 794	225 794	213 400	-	-	-	
Obligations	-	-	-	-	-	-	
Autres titres de créance	4 052	4 052	3 900	-	-	-	
Titres de propriété	0	0	0	-	-	-	
TITRES DE PLACEMENT	5 279 854	5 271 400	5 159 009	-	8 454	8 454	
Bons du trésor et valeurs assimilées	4 730 638	4 730 607	4 616 182	-	31	31	
Obligations	37 837	37 837	37 840	-	-	-	
Autres titres de créance	496 549	496 479	490 159	-	70	70	
Titres de propriété	14 830	6 477	14 828	-	8 353	8 353	
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-	
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	
Obligations	-	-	-	-	-	-	
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-	
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	5 509 700	5 501 246	5 376 309	-	8 454	8 454	

Non inclus les intérêts courus à recevoir

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL			En milliers de DH	
INTITULES	EXERCICE AU 30/06/2016		MONTANT	MONTANT
RESULTAT NET COMPTABLE			258 766	
Bénéfice net			258 766	
Perte nette				
REINTEGRATIONS FISCALES			179 347	
1. Courantes			5 751	
-Cadeaux à la clientèle			1 495	
-Redevances et locations non déductibles			39	
-Pénalités et amendes			435	
-dons, subventions et cotisations			101	
-Sponsoring & Mécénat culturel			3 681	
-Frais de réception et événements exceptionnels			0	
2. Non courantes			173 596	
IS			98 735	
Pertes sur créances et comptes soldés (non couvertes par des provisions)			7 228	
Charges non courantes			6 530	
Provision pour risque généraux			59 210	
Charges sur exercice antérieurs			1 893	
DEDUCTIONS FISCALES			171 263	
1. Courantes			118 942	
Dividendes			118 942	
2. Non courantes			52 321	
Reprise de provision pour investissement			0	
Reprise de provision pour risques généraux et autres			52 321	
TOTAL	438 114	171 263		
RESULTAT BRUT FISCAL			MONTANTS	
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)			266 851	
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)				
REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)			0	
Exercice n - 4				
Exercice n - 3				
Exercice n - 2				
Exercice n - 1				
RESULTAT NET FISCAL				
Bénéfice net fiscal (A - C)			266 851	
ou déficit net fiscal (B)				
CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES				
CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER			0	
Exercice n - 4				
Exercice n - 3				
Exercice n - 2				
Exercice n - 1				

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS AU 30/06/16					En milliers de DH	
TITRES	NOMBRE DE TITRES		MONTANTS			
	30/06/16	31/12/15	30/06/16	31/12/15		
Titres dont l'établissement est dépositaire			58 842 228	58 834 729		
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion						
Titres d'OPCVM domiciliée dont l'établissement est dépositaire			13 492 000	12 711 121		
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion						
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire						
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion						

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE AU 30/06/2016
En milliers de DH

	ACTIVITE 1	ACTIVITE II	ACTIVITE III	ACTIVITE IV	TOTAL
	XXXXXXXX	XXXXXXXX	XXXXXXXX	XXXXXXXX	
PRODUIT NET BANCAIRE					1 494 525
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION					750 087
RÉSULTAT AVANT IMPÔT					357 501

Commentaires : Le système d'information actuel de la banque ne permet pas le découpage des résultats par activité. Cette analyse serait faisable dans le cadre du nouveau système d'information en cours de déploiement au sein de la banque.



TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2016 AU 30/06/2016

En milliers de DH

	30/06/16	31/12/15
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	1 799 313	3 906 492
2. (+) Récupérations sur créances amorties	813	4 637
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	12 289	35 232
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-781 515	-1 984 365
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-589	-9 912
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-666 907	-1 332 250
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-98 735	-177 322
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	264 669	442 512
Variation des :		
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-734 469	-353 526
9. (±) Créances sur la clientèle	116 576	1 890 264
10. (±) Titres de transaction et de placement	1 345 793	1 908 759
11. (±) Autres actifs	-249 307	-93 587
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-38 242	-116 035
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	418 806	-6 111
14. (±) Dépôts de la clientèle	234 963	-1 292 115
15. (±) Titres de créance émis	-1 014 313	-2 203 716
16. (±) Autres passifs	113 237	-134 263
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	193 043	-400 330
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	457 712	42 183
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	1 674	40 080
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-12 906	-10 500
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-49 241	-184 646
21. (+) Intérêts perçus		
22. (+) Dividendes perçus	118 942	121 634
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	58 470	-33 432
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24. (+) Variation de dettes subordonnées		
25. (+) Emission d'actions	0	-
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27. (-) Intérêts versés		
28. (-) Dividendes versés	-398 379	-398 379
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-398 379	-398 379
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	117 803	-389 628
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 478 978	1 868 606
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1 596 781	1 478 978

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 30/06/2016

En milliers de DH

NATURE	MONTANT	AMORTISSEMENTS	VALEUR NETTE	PRODUIT	PLUS-VALUES	MOINS-VALUES
	BRUT	CUMULÉS	COMPTABLE	DE CESSION	DE CESSION	DE CESSION
Droit au bail						
Frais d'établissement sur acquisition Immobilisation						
Logiciel informatique						
Immeubles exploitation bureau						
Immeubles hors exploitation						
Terrain exploitation						
Agencement Aménagement et Installation						
Agencement Aménagement et Installation						
Mobilier de bureau						
Matériel roulant						
Matériel roulant de fonction						
Matériel de bureau						
Immeubles exploitation logement de fonction						
Agencement Aménagement et Installation logement de fonction						
Aménagement nouveaux locaux						
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)						
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)						
Matériel Informatique (GAB & TPE)						
Matériel Informatique (Micro-ordinateurs)						
Télécommunications						
Mobilier logement de fonction						
Terrain hors exploitation						

NEANT

TOTAL

DETTES SUBORDONNEES AU 30/06/2016

En milliers de DH

MONNAIE DE L'EMPRUNT	MONTANT EN MONNAIE DE L'EMPRUNT	COURS	TAUX	DURÉE	CONDITION DE REMBOURSEMENT ANTICIPÉ, SUBORDINATION ET CONVERTIBILITÉ	MONTANT DE L'EMPRUNT EN MONNAIE NATIONALE	DONT ENTREPRISES LIÉES		DONT AUTRES APPARENTÉS	
							MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT
						31/12/15	30/06/16	31/12/15	30/06/16	
MAD	270 000	100	6,04%	10	Subordination classique	270 000				
MAD	255 000	100	6,04%	10	Subordination classique - Coté sur la bourse de Casablanca	255 000				
MAD	225 000	100	3,71%	10	Subordination classique	225 000		0		0
TOTAL	750 000					750 000	0	0	0	0

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE AU 30 JUIN 2016

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 8.836.728 KMAD dont un bénéfice net de 258.766 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) arrêtés au 30 juin 2016, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous soulignons que la BMCI a reçu de la part de l'administration fiscale, en mai 2016, un avis de vérification ponctuelle portant sur les exercices 2012 à 2015 inclus, couvrant l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur les revenus. La vérification est en cours à cette date.

Casablanca, le 8 Septembre 2016

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit



Fawzi BRITEL
Associé

Mazars Audit et Conseil



Abdou Souleye DIOP
Associé



Les états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas sont présentés au titre des deux premiers semestres 2016 et 2015. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe I au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que le premier semestre 2014 est consultable dans l'actualisation du 3 août 2015, enregistrée sous le numéro D.15-0107-A02, du Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 mars 2015 sous le numéro D.15-0107.

BILAN AU 30 JUIN 2016	EN MILLIONS D'EUROS		COMPTES DE RÉSULTAT DU PREMIER SEMESTRE 2016	EN MILLIONS D'EUROS	
	30 JUIN 2016	31 DÉCEMBRE 2015		1 ^{ER} SEMESTRE 2016	1 ^{ER} SEMESTRE 2015
ACTIF					
Caisse, banques centrales	147 834	134 547	Intérêts et produits assimilés	20 144	21 946
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			Intérêts et charges assimilés	(8 829)	(10 818)
Portefeuille de titres de transaction	150 090	133 500	Commissions (produits)	6 285	6 772
Prêts et opérations de pensions	173 341	131 783	Commissions (charges)	(2 715)	(2 922)
Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	82 614	83 076	Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	2 919	3 557
Instruments financiers dérivés	383 444	336 624	Gains nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers non évalués en valeur de marché	1 649	976
Instruments financiers dérivés de couverture	21 927	18 063	Produits des autres activités	18 478	22 283
Actifs financiers disponibles à la vente	265 409	258 933	Charges des autres activités	(15 765)	(19 650)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	55 967	43 427	PRODUIT NET BANCAIRE	22 166	22 144
Prêts et créances sur la clientèle	693 304	682 497	Frais de personnel	(8 049)	(8 236)
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6 287	4 555	Autres charges générales d'exploitation	(5 864)	(5 849)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	7 085	7 757	Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(804)	(806)
Actifs d'impôts courants et différés	7 482	7 865	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	7 449	7 253
Comptes de régularisation et actifs divers	133 685	108 018	Coût du risque	(1 548)	(1 947)
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6 706	6 896	Coûts relatifs à l'accord global avec les autorités des Etats-Unis	-	-
Immuebles de placement	1 902	1 639	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	5 901	5 306
Immobilisations corporelles	21 589	21 593	Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	319	301
Immobilisations incorporelles	3 207	3 104	Gains nets sur autres actifs immobilisés	(3)	630
Ecart d'acquisition	10 116	10 316	Ecart d'acquisition	(54)	-
TOTAL ACTIF	2 171 989	1 994 193	RÉSULTAT AVANT IMPÔT	6 163	6 237
DETTES			Impôt sur les bénéfices	(1 584)	(1 846)
Banques centrales	3 666	2 385	RÉSULTAT NET	4 579	4 391
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			dont intérêts minoritaires	205	188
• Portefeuille de titres de transaction	83 056	82 544	RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	4 374	4 203
• Emprunts et opérations de pensions	205 223	156 771	Résultat par action	3,43	3,22
• Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	50 806	53 118	Résultat dilué par action	3,43	3,22
• Instruments financiers dérivés	373 192	325 828			
Instruments financiers dérivés de couverture	22 806	21 068			
Dettes envers les établissements de crédit	98 508	84 146			
Dettes envers la clientèle	725 596	700 309			
Dettes représentées par un titre	166 452	159 447			
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6 254	3 946			
Passifs d'impôts courants et différés	3 741	2 993			
Comptes de régularisation et passifs divers	110 809	88 629			
Provisions techniques des sociétés d'assurance	190 054	185 043			
Provisions pour risques et charges	11 915	11 345			
Dettes subordonnées	18 471	16 544			
TOTAL DETTES	2 070 549	1 894 116			
CAPITAUX PROPRES					
Capital et réserves	86 092	82 839			
Résultat de la période, part du Groupe	4 374	6 694			
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	90 466	89 533			
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	7 043	6 736			
TOTAL PART DU GROUPE	97 509	96 269			
Réserves et résultat des minoritaires	3 816	3 691			
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	115	117			
TOTAL INTÉRÊTS MINORITAIRE	3 931	3 808			
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	101 440	100 077			
TOTAL PASSIF	2 171 989	1 994 193			

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AU PREMIER SEMESTRE 2016	EN MILLIONS D'EUROS	
	1 ^{ER} SEMESTRE 2016	1 ^{ER} SEMESTRE 2015
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	6 163	6 237
ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT ET AUTRES AJUSTEMENTS HORS RÉSULTAT	6 856	12 049
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 135	1 813
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition	34	(12)
Dotations nettes aux provisions	5 000	7 423
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(319)	(301)
Charges (produits) nets des activités d'investissement	20	(584)
Charges nettes des activités de financement	1 437	1 085
Autres mouvements	(1 451)	2 625
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE LIÉE AUX ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	(2 982)	(38 960)
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	(3 126)	6 245
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations avec la clientèle	22 120	4 729
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	(18 979)	(46 550)
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(2 435)	(1 802)
Impôts versés	(562)	(1 582)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	10 037	(20 674)
Augmentation (diminution) nette liée aux actifs financiers et aux participations	(6)	569
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(709)	(790)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(715)	(221)
Diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(2 193)	(1 967)
Diminution de trésorerie provenant des autres activités de financement	(3 647)	(1 419)
(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(5 840)	(3 386)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	2 852	6 840
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	6 334	(17 441)
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	133 174	111 993
Comptes actifs de caisse, banques centrales	134 547	117 473
Comptes passifs de banques centrales	(2 385)	(1 680)
Prêts à vue aux établissements de crédit	9 346	7 924
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(8 527)	(11 618)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	193	(106)
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	139 508	94 552
Comptes actifs de caisse, banques centrales	147 834	99 423
Comptes passifs de banques centrales	(3 666)	(5 841)
Prêts à vue aux établissements de crédit	8 475	10 356
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(13 004)	(9 365)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(131)	(21)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	6 334	(17 441)



BMCI - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 327 928 600 Dirhams
Siège Social: 26, place des Nations Unies - Casablanca - Maroc - Tél. : 05 22 46 10 00



www.bmci.ma



Centre de Relations Clients
05 29 044 044



Service Assistance Entreprises
05 29 07 07 07



[bmcigroupebnpparibas](https://www.facebook.com/bmcigroupebnpparibas)



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change